



# Pour une école qui fait grandir.

## Déclaration SNUipp-FSU à la CAPD du 24 novembre 2008

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Cette CAPD se tient au lendemain d'une semaine d'Action pour la défense de l'École publique et Laïque, marquée par une grève massive des personnels (en particulier du premier degré) et d'une mobilisation importante avec d'autres acteurs de la communauté éducative (parents, mouvement pédagogique, association complémentaire de l'Éducation Nationale).

Le message transmis par toute une profession aujourd'hui, est massif, net et déterminé. Le SNUipp demande solennellement au ministre de l'Éducation Nationale de prendre la mesure de la colère et du rejet que provoque sa politique éducative et budgétaire. Il lui demande de cesser de se dérober à toute négociation avec les organisations syndicales qui représentent plus de 80 % des enseignants des écoles.

Pourquoi le ministère de l'Éducation Nationale adopte-t-il la culture du refus de la négociation alors que des négociations sont engagées dans d'autres secteurs ?

La dérision et le mépris affichés vis-à-vis des personnels ne peuvent constituer une politique.

Mépris des enseignants de l'école maternelle, nous n'acceptons pas la déclaration scandaleuse du ministre devant les sénateurs, laquelle réduit notre métier à surveiller les siestes et à changer les couches des élèves. Cette affirmation reprend un argument populiste qui a touché le cœur de tous les enseignants. Alors que les travaux de nombreux chercheurs soulignent l'importance de la première rentrée à l'école - à 2 ans ou à 3 ans d'ailleurs - chacun sait que ce passage est essentiel pour l'enfant : de l'univers familial vers celui de l'école. Il s'agit de créer à la fois les conditions de confiance, les lignes de continuité qui vont assurer la sécurité affective de l'enfant et les lignes de rupture émancipatrices qui autoriseront l'enfant à s'engager dans les apprentissages de l'école. Un moment complexe qui exige professionnalité et qualification. Un moment bafoué par notre ministre.

Mépris de notre intérêt des élèves et de notre professionnalité qui ont été mis à mal avec la refonte des programmes. Si les vives réactions de la consultation ont permis d'écartier les aspects les plus dangereux, l'esprit reste et l'on peut reprendre à notre compte l'affirmation de Roland Charnay :

*« Apprends, répète. Tu comprendras plus tard... Et plus tard tu sauras à quoi cela peut être utile. De quoi accentuer les échecs, les blocages, et donner le dégoût des mathématiques au plus grand nombre. »*

**Ensemble, agissons pour grandir l'école !**





# Pour une école qui fait grandir.

Mépris de notre liberté pédagogique : à la rentrée, nous avons interpellé les IEN sur les documents d'accompagnement des programmes. En effet, ces documents constituent des aides précieuses pour les professeurs des écoles comme pour les formateurs en apprentissage de la lecture, du travail sur le langage en maternelle, de première scolarisation ou encore d'enseignement des sciences avec les documents coécrits par le ministère, l'Académie des sciences et *La main à la pâte*. Le ministre les a supprimés du site Éduscol. Prétendre interdire l'utilisation et la publication d'un tel document conçu dans le cadre de *La main à la pâte* initiée par Georges Charpak pour favoriser l'enseignement des sciences à l'école témoigne d'un obscurantisme que l'on croyait révolu. Jusqu'où ira-t-on ? C'est aussi le même mépris que nous ressentons, enseignants des écoles quand nous apprenons brutalement que les 150 000 élèves qui bénéficient aujourd'hui d'aides spécialisées n'y auront plus accès à partir de l'an prochain car, sans étude, sans concertation, sans prise en compte de l'engagement et de la professionnalité des maîtres E et G, 3000 postes des RASED seront fermés d'un trait de plume ! Une décision qui touche d'abord les élèves car ce ne sont bien évidemment pas les deux heures de soutien mises en place dans les conditions que l'on connaît qui les remplaceront.

Mépris des conditions de travail des élèves et des enseignants par une rupture budgétaire avec, pour la première fois, 6000 suppressions de postes alors que 20 000 élèves supplémentaires sont attendus et une rupture éducative quand le ministère clame que la pédagogie n'est plus de son domaine. Autre rupture, l'annonce d'une réforme de la formation des enseignants qui rejette toute l'expérience et la qualification des formateurs, tous les savoir-faire professionnels élaborés par ces derniers, lesquels risquent donc de disparaître de la formation des enseignants du premier degré.

***L'école élémentaire et maternelle, les enseignants et les formateurs n'ont aucunement besoin d'adoration aveugle ou d'hommage hypocrite, ils ont besoin de respect, de voir leur dignité reconnue, leur expérience quotidienne et leur engagement professionnel reconnus.***

***Nous vous demandons donc de transmettre à notre ministre d'avoir la sagesse d'abandonner les faux-fuyants qu'il utilise sur les suppressions de postes, la remise en cause de la maternelle, le passage en force sur les Epep, la mise en concurrence des écoles ou la suppression des Rased, d'engager de véritables discussions, un véritable dialogue social, de respecter les personnels comme il se doit, le paritarisme et les droits syndicaux, et de revenir sur ses décisions unilatérales.***

**Ensemble, agissons pour grandir l'école !**

